

Séquestration de journalistes : les "Imbonerakure" prêt à punir les responsables

RFI, 13-05-2014 Burundi : les Imbonerakure condamnent la séquestration des journalistes Vendredi dernier, deux journalistes - notre envoyée spéciale et un confrère burundais de la presse privée -, ont été retenus pendant plus de deux heures alors qu'ils étaient en reportage dans le nord du Burundi. Le président des jeunes du CNDD-FDD a jugé que les responsables, le président de conseil communal et une bande de jeunes présentés par la population comme des Imbonerakure, doivent être traduits en justice.

Au Burundi, c'est un communiqué inédit qui vient d'être rendu public, après des mois de crispation dans les relations entre la presse et le pouvoir : un communiqué cosigné par Willy Nyamitwe, le conseiller en communication du président burundais, Pierre Nkurunziza, et le président de l'Association burundaise des radiodiffuseurs (ABR), quelques jours après les premières Assises nationales des médias qui se sont tenues à Gitega. Des Assises qui, justement, avaient pour objectif d'apaiser les relations entre les médias et le pouvoir. L'ABR salue la réaction du gouvernement Vendredi 9 mai, deux journalistes, l'envoyée spéciale de RFI et un confrère burundais de la RPA, la principale radio privée du pays, ont été bloqués pendant plus de deux heures à la sortie de Marangara, dans la province de Ngozi, le nord du pays. Alors qu'ils étaient en reportage, le président de conseil communal et une bande de jeunes présentés par la population comme des Imbonerakure, la jeunesse du parti au pouvoir leur ont bloqué le passage. Deux journalistes ont subi l'arbitraire de jeunes dans la localité de Marangara. On a la chance d'avoir eu la collaboration et, vraiment, l'engagement de l'autorité publique, qui est allée jusqu'à se rendre sur le terrain, en plus de tous les appels qu'elle a dû formuler dans la direction de ces jeunes du parti au pouvoir, se félicite Vincent Nkeshimana, président de l'ABR et consignataire de communiqué inédit. Un communiqué qu'il qualifie de « geste positif, parce que ça n'a pas toujours été comme ça ». Pour Vincent Nkeshimana, les Assises nationales des médias qui se sont tenues à Gitega ont permis une telle avancée. « A la suite des Assises de Gitega, on a vu que : un, l'autorité bouge et fait savoir qu'elle ne veut pas que cela se répète ; deux, les présumés coupables sont arrêtés et mis à la disposition de la justice. » Mais Vincent Nkeshimana prévient cependant : « Maintenant, il reste à suivre pour voir si, effectivement, le processus normal de tout justiciable va se poursuivre et si, surtout, ce genre de comportement va être banni. » Denis Karera, président de la jeunesse du CNDD-FDD, le parti au pouvoir, a également condamné ces faits. « Pour le moment, on continue de faire des investigations sur la situation, pour connaître réellement ceux qui auraient contribué à cette situation, afin qu'on puisse prendre des mesures allant dans le sens de punir un jeune Imbonerakure qui aurait participé à cette activité, qui n'est pas vraiment bonne », a-t-il déclaré au micro de RFI. « Au niveau de notre organisation [les Imbonerakure, ndlr], d'abord, nous félicitons vraiment les journalistes qui font leur métier en respectant effectivement la déontologie de la profession », a-t-il ajouté. « Nous sommes pour la libre circulation des journalistes », insiste-t-il également, affirmant qu'au niveau de la ligue de jeunes, il n'est permis à personne de faire ce genre de choses. Pour Denis Karera, les responsables du blocage des deux journalistes doivent être traduits en justice et punis. »